

L'OTAGE FRANÇAIS EXÉCUTÉ PAR AL QAÏDA

Écrit par Ahmed MESBAH - KAYENA
Mardi, 27 Juillet 2010 00:00

Paris paie le prix de sa gaffe



Sarkozy et Kouchner sont dans de beaux draps. L'opinion publique ne manquera pas de leur imputer la responsabilité de la mort de Germaneau.

Germaneau est mort et c'est la crédibilité de Sarkozy qui est entamée. Du moins, le peu qui en reste. Il n'est déjà plus qu'à moins de 30% d'opinions favorables selon des sondages. Il a souhaité pendant un temps réussir la libération, quasi-hollywoodienne, de l'otage français Michel Germaneau pour redorer son blason. C'est un échec sanglant. En dehors de ces considérations de politique intérieure, les enjeux stratégiques n'ont pas manqué dans les calculs des autorités françaises.

L'un d'entre eux est de tenter d'amoindrir le rôle de l'Algérie dans la région du Sahel. L'un des indices allant dans ce sens est le calendrier de la visite de Bernard Kouchner dans la région. Il ira au Mali, au Niger et en Mauritanie, mais pas en Algérie. Pourtant, sans la collaboration de ce pays, aucune solution n'est à entrevoir dans cette région. Les spécialistes algériens sont de bons connaisseurs de la situation au Sahel. L'Algérie a une longue expérience dans la lutte antiterroriste et elle dispose d'informations sur les groupes encore en activité. La plupart des membres de l'Aqmi sont aussi algériens, y compris leur chef, Abdelmalek Droukdel, alias Abou Moussab Abdelwadoud, celui-là même qui a annoncé, dans un enregistrement sonore, l'exécution de l'otage français. Il aurait certainement préféré obtenir une rançon en échange de sa libération.

Les demandes des terroristes portaient aussi sur la fin de l'incarcération des membres de leurs groupes détenus dans divers pays. En somme, les ravisseurs voulaient rééditer le coup du monnayage de l'ex-otage français, Pierre Camatte. Des terroristes détenus au Mali dont un Algérien ont été élargis par le président malien. Il a avoué avoir subi des pressions de la part de la France dont le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner avait effectué des voyages éclair dans ce pays pour porter ces messages de pression. En contrepartie, les forces armées maliennes sont entraînées par des Français. C'est déjà un pas non négligeable vers le maintien de la Françafrique, version Sarkozy. Les actions terroristes sont un alibi de choix pour la France qui tente de s'installer durablement dans la région d'où elle risque d'être évincée par d'autres acteurs de la scène internationale comme la Chine et les Etats-Unis d'Amérique.

Toutes ces considérations n'empêchent pas la France de sombrer dans le gouffre du continent noir. Avec l'assassinat de l'otage, elle est en train de payer ses écarts de comportement commis dans l'affaire Camatte.

La France est passée outre les recommandations de l'Algérie de ne point payer de rançons aux terroristes. Et de ne point faire de pression pour la libération de terroristes recherchés par leurs pays. Outrepasser ces principes équivaut à céder devant les terroristes et renforcer leur pouvoir de chantage et leur arsenal militaire puisque avec l'argent des rançons, ils ont toute

L'OTAGE FRANÇAIS EXÉCUTÉ PAR AL QAÏDA

Écrit par Ahmed MESBAH - KAYENA
Mardi, 27 Juillet 2010 00:00

latitude pour s'acheter de nouvelles armes. Au lieu de s'aventurer dans des politiques paternalistes et arrogantes avec les pays africains, la France aurait très bien pu emprunter une autre voie. Celle de la coopération avec des acteurs essentiels de la région.

En renforçant par exemple, les moyens de lutte contre ce phénomène. Mais les politiques d'ingérence dans les affaires intérieures des pays de la région ne sauraient être tolérées. C'est le sens à donner aux protestations de l'Algérie et de la Mauritanie après l'épisode malheureux de l'affaire Camatte.

D'ailleurs, il n'y a pas que l'Algérie qui désapprouve la politique du couple Sarkozy-Kouchner. Même l'Espagne n'a pas apprécié le coup de force de jeudi dernier contre un camp d'Al Qaïda, car cela aurait pu mettre en danger la vie des otages espagnols encore en détention.

Les pays du Sahel et les nations occidentales sont conscients que sans l'Algérie, rien de sérieux ne pourra se faire pour éradiquer le terrorisme. Mais certaines vérités ne sont pas faites pour plaire à tout le monde. L'entêtement du gouvernement français ne lui a valu qu'un échec cuisant de sa politique consistant à considérer l'Afrique comme sa chasse gardée.

A présent, la France va s'employer à justifier ses bourdes. L'un des stratagèmes consiste à faire croire à l'opinion que l'exécution de l'otage est intervenue avant l'assaut des forces françaises. Mais l'opinion publique ne manquera pas d'imputer au président français et à son french doctor la responsabilité de la mort de Germaneau.

Nicolas Sarkozy a fait une déclaration pour condamner ce qu'il a qualifié d'acte barbare. «Nous demandons instamment à nos compatriotes de renoncer absolument à voyager dans la zone sahélienne», dit-il. «Plus que jamais nous sommes décidés à lutter contre le terrorisme et à soutenir les pays qui ont le courage de combattre ce terrorisme barbare», a-t-il ajouté. Avant de promettre que «le crime commis contre Michel Germaneau ne restera pas impuni». Sans faire plus de révélations sur ses projets.

[L'Expression](#)